

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 8 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

NEWCOLD RENNES SAS

ZA LA Brohinière - 35360 Montauban-de-Bretagne

Références : UD35/2023-326

Code AIOT : 0005521478

Copie : Collectivité Montauban-de-Bretagne, Plaignant

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 concernant l'établissement NEWCOLD RENNES SAS implanté ZA LA Brohinière, 35360 Montauban-de-Bretagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le contexte d'une plainte relative au niveau de bruit engendré par l'installation NEWCOLD.

L'exploitant a été informé, en amont de l'inspection et par téléphone du dépôt, de cette plainte et des actions envisagées par l'Inspection. Un rendez-vous a été pris avec le plaignant, sans que cette date ne soit communiquée à l'exploitant. Suite à l'entrevue avec le plaignant, l'inspecteur a été vérifié les conditions de stationnement des poids-lourds autour du site NEWCOLD et s'est donné une idée de la nature des bruits pouvant être perçus par le plaignant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEWCOLD RENNES SAS
- ZA LA Brohinière 35360 Montauban-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005521478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est spécialisée dans le stockage de produits combustibles à des températures négatives.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Niveau sonore engendré par l'activité
- Autre gêne ressenti par le plaignant

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La maison du plaignant se trouve relativement loin de l'établissement. Pourtant, il a pu être relevé par l'inspecteur un bruit permanent qui semble provenir de l'installation NEWCOLD. Seule une mesure du niveau sonore, réalisée dans des conditions normées et qui pourra prendre en compte l'influence de la météo notamment, permettra de qualifier la gêne occasionnée par ce bruit.

Le plaignant a plusieurs fois indiqué que des poids-lourds peuvent ponctuellement stationner à proximité des habitations. Le bruit engendré par un poids-lourds réfrigéré est important et peut également constituer une gêne avérée pour le voisinage.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plainte bruit	Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.4	/	Sans objet
2	Plainte bruit	Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.3	/	Sans objet
3	Plainte bruit	Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Plainte bruit	Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats émis sur site ne permettent pas de conclure quant à la stricte conformité réglementaire des niveaux sonores engendrés par l'installation NEWCOLD. Seul un renouvellement de la mesure du niveau sonore permettra d'en statuer.

Par ailleurs, cette mesure du niveau sonore doit être faite dans des conditions permettant de bien évaluer l'impact des installations NEWCOLD. Il est donc primordial que la mesure du bruit de fond (bruit sans activité NEWCOLD) soit représentative. L'influence de la météo, des poids-lourds mal stationnés ou tout autre évènement ponctuel (moisson par exemple) doit être appréciée dans le rendu de la mesure. Pour ces raisons, l'Inspection souhaite être tenue informée de la date de réalisation des mesures pour se donner l'opportunité de venir vérifier les conditions de cette mesure.

Enfin, dans les échanges avec le plaignant, la problématique du stationnement des poids-lourds semblent être un facteur important du mécontentement. L'inspecteur a effectivement pu constater des stationnements non-réglementaires au niveau de l'entrée du site. Or, un stationnement dans un emplacement non prévu pour peut effectivement engendrer des gênes acoustiques. Mais des problématiques de sécurité routière sont également à déplorer.

L'Inspection n'est pas compétente pour donner une suite au constat de stationnement illégal sur la voie publique. Le présent rapport sera transmis à la collectivité compétente à ce titre. L'Inspection

interroge toutefois en parallèle l'exploitant sur les mesures mises en oeuvre au sein de l'établissement pour éviter un stationnement en dehors des limites de l'installation et sur les éventuelles solutions possibles pour éviter une gêne (création d'une zone de stationnement dédiée, détournement vers une autre zone existante...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plainte bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau sonore – Emergence et niveau sonore
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Mesures périodiques des niveaux sonores</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée trois mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p>Constats : Le 11/03/2023, une plainte relative au bruit émis dans le cadre des activités de la société NEWCOLD a été reçue par l'Inspection. Le 05/05/2023, l'Inspection prend contact avec le plaignant, pour organiser une rencontre, et avec l'exploitant, pour lui faire état de la plainte reçue.</p> <p>En rappel, le rôle de l'Inspection dans ce cadre est d'évaluer le niveau de gêne ressenti par le plaignant et d'investiguer, dans la limite de ses prérogatives, auprès des installations classées qui peuvent être à l'origine du bruit. Si le bruit émis par l'installation est supérieur aux limites fixées par la réglementation, des mesures doivent être prises pour a minima revenir aux seuils légaux.</p> <p>Dans ce cadre, le principal outil d'investigation repose sur la mesure du niveau sonore, qui permet d'établir un constat quantitatif. Il est important, en particulier dans le cas d'une plainte, que ces mesures soient réalisées dans des conditions représentatives d'un fonctionnement classique et, si possible, sans perturbation annexe.</p> <p>Enfin, pour un même niveau sonore mesuré, le ressenti peut différer d'une personne à l'autre. Ainsi, quand bien même la mesure reste dans les limites autorisées par la réglementation, l'Inspection préconise qu'un échange constructif soit établi entre le plaignant et la société afin d'évaluer les mesures qui pourraient être envisagées pour diminuer la gêne ressentie.</p> <p>Des échanges entre l'Inspection et le plaignant, il ressort différents éléments listés ci-après.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Le plaignant souhaite que les mesures soient réalisées sur une période de 48h. Il indique que les mesures de 2021 ont été faites en période de moisson, ce qui a pu perturber les résultats. 2) Il indique qu'en journée, il y a pas ou peu de gêne. Par contre, en soirée et la nuit, le bruit est important. Ce bruit peut perturber son sommeil ainsi que celui des autres membres de la famille

résidant à cette adresse.

3) Il reconnaît qu'il y peut y avoir plusieurs sources de gêne ; l'établissement NEWCOLD lui-même (bruit continu qui semble correspondre au bruit émis par les installations de production de froid et / ou d'appauvrissement en oxygène) et / ou les véhicules poids-lourds en attente de prise en charge (eux-mêmes équipés de groupes frigorifiques qui fonctionnent en continu).

4) Il se plaint d'une gêne due à des tonalités plus basses (basses fréquences, infrasons ?), avec des répercussions sur son audition. Ces gênes sont ressenties depuis le début des activités de NEWCOLD.

Dans le jardin du domicile du plaignant ainsi que dans le jardin du voisin immédiat, l'Inspection constate qu'un bruit continu provenant de la direction de l'établissement NEWCOLD est audible, alors que les installations sont plutôt éloignées. Les voisins immédiats n'ont pas la même perception du bruit. Ce bruit continu est toutefois "noyé" avec d'autres bruits divers. L'Inspection reconnaît que si le bruit de fond diminue, ce qui est le cas en soirée ou pendant la nuit, le bruit en provenance de l'établissement peut constituer une gêne ressentie de façon plus ciblée.

> L'exploitant réalise une campagne de mesure du niveau sonore engendré par son activité dans un délai de deux mois.

Afin que la représentativité de cette campagne de mesure ne puisse pas être contestée, le prestataire en charge de la mesure réalise sa mesure :

- sur une période de 24 h minimum. Cette période peut être découpée dans le temps si nécessaire ;
- sans prévenir l'exploitant de la date retenue ;
- en analysant finement les perturbations de la mesure et en décalant la mesure si nécessaire (stationnement d'un véhicule poids-lourds réfrigérés à proximité, moissons...).

Les mesures sont à réalisées dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral ,notamment par rapport aux emplacements des mesures. Le point T2 est toutefois modifié ; La mesure est à réaliser au niveau des habitations situées au lieu-dit Maine Goudal (orientation Sud-Est par rapport au site NEWCOLD). (voir annexe au présent rapport)

Le prestataire revient vers l'Inspection, avant la mesure, pour indiquer comment sera établi le "bruit de fond" permettant le calcul de l'émergence (arrêt des activités, localisation de la mesure "sans effet de l'installation"...). Il transmet les dates de la campagne de mesure pour un éventuel contrôle des conditions de mesure par l'Inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plainte bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Tonalité marquée

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier dû à l'activité de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats : > Au regard de l'échange entre l'Inspection et le plaignant et de la gêne ressentie par un bruit "particulier", la campagne de mesure à mener par l'exploitant comprend une vérification de la présence d'une tonalité marquée au sens de l'arrêté du 23/01/1997.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plainte bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite émergence		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émergence Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.		
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que le dimanches et jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté. En l'absence d'habitation dans la zone à émergence réglementée constituée par le lieu-dit Tréguenot, une mesure est à réaliser au niveau du village de Saint-Maurice.		
Constats : Mesure à réaliser : Voir constats précédents. Autre source de bruit : L'un des effets des activités de la société NEWCOLD est l'affluence de véhicules poids-lourds, en particulier les véhicules réfrigérés. Au sein du site, des parking poids-lourds sont aménagés. Il semble toutefois qu'il s'agisse de stationnement réservé à des véhicules "à l'arrêt" et pas en attente de chargement ou déchargement. Par ailleurs, un petit parking extérieur situé à proximité immédiate de l'entrée au site est utilisé à des fins d'attente par les chauffeurs. > L'exploitant transmet à l'Inspection les consignes établies avec les transporteurs en terme de prise en charge : Quand les camions sont-ils autorisés à entrer sur site ? Quel est le nombre de places réservées aux camions en attente de déchargement ou de chargement ? Ces places sont-elles bien rendues disponibles en toutes circonstances ? Quelle quantité de véhicule transite sur site par jour et les quantités de place de stationnement sur site sont-elles suffisamment dimensionnées ? Quelles consignes sont données dans le cas où ils ne peuvent pas pénétrer sur site immédiatement ? (déport vers un autre site d'attente notamment). Dans la mesure où la problématique de prise en charge des véhicules livrant ou récupérant de la marchandise est avérée (absence de lieu d'attente particulier de dimension suffisante par rapport au nombre de véhicule en attente de prise en charge), l'exploitant transmet les mesures qui pourraient éventuellement être mises en oeuvre pour canaliser le flux de véhicules poids-lourds issu de son activité).		

Le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de véhicules poids-lourds sur la chaussée de la route d'accès au site NEWCOLD (chaussée interdite au stationnement et interdiction signalée par un tracé bande jaune et des panneaux à l'entrée de la voie). Or, cette chaussée borde également des installations à risque.

A titre d'information, l'Inspection ne pourra pas donner suite au signallement des stationnements à des emplacements non autorisés sur la voie publique. Le présent rapport sera transmis à la collectivité pour suite à donner.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plainte bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2019, article 7.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite niveau sonore

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT – Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de contrôle en limite de propriété sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Constats : Prescriptions reprises à titre de rappel.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE 3 – PLAN DES ZONES A ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE ET DES
POINTS DE CONTRÔLE EN LIMITE DE PROPRIÉTÉ

